

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2016/29339]

13 JUILLET 2016. — Décret portant diverses dispositions en matière d'enseignement (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement*

Article 1^{er}. Dans la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, à l'article 24, § 2^{ter}, alinéa 1^{er}, les mots « ou du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière » sont insérés entre les mots « des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire » et « , le Gouvernement ».

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire*

Art. 2. A l'article 7bis, § 12, alinéa 4, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, la phrase suivante est ajoutée : « A cet effet, il lui est permis de déroger aux dispositions de l'alinéa 2. ».

CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire*

Art. 3. Dans l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, il est ajouté un article 64quinquies rédigé comme suit :

« Article 64quinquies. L'attestation de qualification de la septième année Assistant/assistante aux métiers de la prévention et de la sécurité délivrée pendant les années scolaires 2009-2010 à 2013-2014 est équivalente au certificat de qualification de septième année technique Assistant/assistante aux métiers de la prévention et de la sécurité accompagné du Certificat d'études de 7^{ème} année technique de qualification. ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions modifiant le décret du 3 juillet 1991 relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises*

Art. 4. Le décret du 3 juillet 1991 relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé.

CHAPITRE V. — *Dispositions modifiant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice*

Art. 5. Dans le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, il est inséré un article 16quater ainsi rédigé :

« Dès le 1^{er} septembre, le Gouvernement attribue, dans le strict respect des conditions énumérées à l'alinéa 2 de la présente disposition, des périodes supplémentaires à des établissements qui créent une ou des classes supplémentaires en 1^{ère} année commune ou en 1^{ère} année différenciée, en fonction d'une disponibilité de locaux dans une de ses implantations, dans les zones ou parties de zones visées à l'article 6, § 2, ou dans des circonstances exceptionnelles liées à la construction de classes ou à un afflux soudain d'élèves.

Un établissement d'enseignement secondaire ordinaire peut se voir accorder, dès le 1^{er} septembre, 30 périodes-professeur supplémentaires par tranche de 22 élèves supplémentaires en 1^{ère} année commune par rapport au comptage du 15 janvier de la même année dans la même implantation, pour autant que les conditions cumulatives suivantes soient réunies :

- pour la 1^{re} année commune, avoir annoncé à la CIRI, instaurée par l'article 79/28 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, pour le troisième jour ouvrable après le 15 août de l'année scolaire précédente au plus tard, l'ouverture d'au moins 22 places supplémentaires en 1^{re} année commune dans une implantation par rapport à la déclaration qui a été introduite pour le 31 janvier de l'année scolaire précédente au plus tard,

- comptabiliser, sur la (les) implantation(s) concernée(s), à la date du 1^{er} septembre de l'année scolaire en cours, en 1^{re} année commune, au moins 22 élèves supplémentaires inscrits par rapport au nombre d'élèves réguliers inscrits en 1^{re} année commune au 15 janvier de l'année scolaire précédente, déduction faite du nombre d'élèves imposés par la CIRI (injonction) le premier lundi suivant la rentrée scolaire de l'année scolaire précédente,

- organiser effectivement une classe supplémentaire identifiée comme telle par rapport au nombre de classes organisées au 15 janvier de l'année scolaire précédente,

- l'augmentation ne résulte pas d'une restructuration avec un autre établissement.

Un établissement d'enseignement secondaire ordinaire peut se voir accorder, dès le 1^{er} septembre, 30 périodes-professeur supplémentaires par tranche de 12 élèves supplémentaires en 1^{ère} année différenciée par rapport au comptage du 15 janvier de la même année dans la même implantation, pour autant que les conditions cumulatives suivantes soient réunies :

- comptabiliser, sur la (les) implantation(s) concernée(s), à la date du 1^{er} septembre de l'année scolaire en cours, en 1^{ère} année différenciée, au moins 12 élèves supplémentaires,

- organiser effectivement une classe supplémentaire identifiée comme telle par rapport au nombre de classes organisées au 15 janvier de l'année scolaire précédente,

- l'augmentation ne résulte pas d'une restructuration avec un autre établissement.

Les périodes attribuées en application des alinéas 2 et 3 ne sont plus attribuées en cas de recomptage au 1^{er} octobre de l'année scolaire en cours.

La demande de bénéficier de ces 30 périodes professeur supplémentaires doit être introduite auprès des services du Gouvernement avant le 5^e jour scolaire ouvrable du mois de septembre ».

Art. 6. A l'article 21^{quater} du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, l'alinéa 2 est complété par la phrase rédigée comme suit :

« Ils peuvent être rouverts au 1^{er} septembre d'une année scolaire, si la norme de création est à nouveau atteinte au 15 janvier précédent. ».

Art. 7. A l'article 21^{quinquies}, au paragraphe 2, l'alinéa 5 du même décret est remplacé par le texte rédigé comme suit : « Dans chaque établissement, un emploi de chef d'atelier ainsi qu'un emploi de chef de travaux d'atelier peuvent être maintenus pendant deux années scolaires consécutives sous la norme de maintien. Après cette période de deux ans, l'emploi est supprimé. Il peut être rouvert au 1^{er} septembre d'une année scolaire si la norme de création est atteinte à nouveau au 15 janvier précédent. ».

Art. 8. L'article 23^{bis}, § 4, 3^o, du même décret est remplacé par ce qui suit :

« 3^o lorsque le dépassement, en 2^e année commune, de la norme fixée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, a), est une conséquence de la dérogation accordée en 1^{ère} année commune dans les cas repris en 1^o et 2^o. Cette dérogation n'est accordée que pour autant que le nombre de classes de 2^e année de l'année scolaire pour laquelle la dérogation automatique est accordée soit égal au nombre de classes de l'année scolaire précédente; ».

CHAPITRE VI. — *Dispositions modifiant le décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental*

Art. 9. Dans le décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental, à l'article 22, alinéa 1^{er}, il est inséré un 4^{ème} tiret, rédigé comme suit :

« - remettre un avis au Gouvernement sur la création ou le subventionnement d'un nouvel établissement d'enseignement maternel, primaire ou fondamental ordinaire. »

CHAPITRE VII. — *Dispositions modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre*

Art. 10. A l'article 79/21, § 4, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, les termes « jusqu'au dernier jour du mois d'août » sont remplacés par les termes « jusqu'au 8^{ème} jour précédant la fin du mois d'août, ce jour compris ».

CHAPITRE VIII. — *Dispositions modifiant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé*

Art. 11. Dans le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, à l'article 55^{bis}, § 12, alinéa 4, les mots suivants sont ajoutés : « A cet effet, il lui est permis de déroger aux dispositions de l'alinéa 2. ».

Art. 12. Dans le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, à l'article 169, il est inséré un 9^o, rédigé comme suit :

« 9^o Remettre un avis au Gouvernement sur la création ou le subventionnement d'un nouvel établissement d'enseignement maternel, primaire, fondamental spécialisé et/ou secondaire spécialisé ».

CHAPITRE IX. — *Dispositions modifiant le décret du 1^{er} février 2008 réglant l'organisation et le fonctionnement des instances chargées de la coordination et de la gestion des Fonds structurels que l'Union européenne met à la disposition de l'enseignement secondaire en alternance, de l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice, de l'enseignement secondaire spécialisé, de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur*

Art. 13. L'article 11 du décret du 1^{er} février 2008 réglant l'organisation et le fonctionnement des instances chargées de la coordination et de la gestion des Fonds structurels que l'Union européenne met à la disposition de l'enseignement secondaire en alternance, de l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice, de l'enseignement secondaire spécialisé, de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur est remplacé par un article 11 libellé comme suit :

« Article 11. § 1^{er}. Les montants réservés par la Commission européenne sur base des demandes de concours sont, après déduction des sommes réservées, lors de l'établissement du budget, aux frais de fonctionnement du centre de coordination et de gestion, en ce compris les traitements, frais de déplacement et indemnités de séjour des chargés de mission et du personnel contractuel du centre de coordination et de gestion, affectés aux projets tels qu'approuvés par les gouvernements et l'autorité de gestion.

§ 2. La répartition des sommes disponibles s'effectue selon les règles décidées par le Gouvernement. En ce qui concerne les projets d'action globaux qui se traduisent par des coûts de personnel ou des coûts de fonctionnement à charge des établissements scolaires, la répartition s'effectue, soit après appel à projets, soit au prorata du nombre d'élèves réguliers inscrits et vérifiés au 15 janvier de l'année précédente dans les formes et filières visées par lesdits projets.

§ 3. Pour ce qui concerne les projets relatifs à la formation en cours de carrière, la répartition s'effectue selon les modalités suivantes :

- les moyens réservés au financement des formateurs en CTA sont préalablement extraits du budget disponible. Ceux-ci sont calculés sur base d'un forfait par CTA fixé par le Gouvernement et sont attribués aux opérateurs de formations organisés par les réseaux au prorata du nombre de CTA qu'ils gèrent. Pour autant que chaque CTA ait pu obtenir son équivalent temps plein formateur, les sommes non dépensées par l'opérateur de formation réseau peuvent être transférées aux formations réseau qu'il organise. Lorsque l'équivalent temps plein n'est pas atteint, la partie du forfait non consommée est répartie sur les deux autres opérateurs au prorata des clés de répartition définies ci-dessous;

- après prélèvement des moyens réservés aux CTA, le budget restant est réparti entre les opérateurs de la manière suivante :

o 40 % des moyens européens restant pour les formations interréseaux organisées par l'Institut de la Formation en Cours de Carrière,

o 60 % des moyens européens restants pour les formations organisées par les réseaux d'enseignement. Les moyens consacrés aux formations organisées par les réseaux d'enseignement sont répartis à égalité entre les opérateurs de formation en cours de carrière de l'enseignement confessionnel et les opérateurs de formation en cours de carrière de l'enseignement non confessionnel.

Lorsqu'un opérateur de formation en cours de carrière ne consomme pas l'entièreté des moyens qui lui sont attribués, les moyens non consommés sont répartis entre les autres opérateurs de formation en cours de carrière au prorata des clés de répartition définies précédemment. ».

CHAPITRE X. — *Dispositions modifiant le décret du 19 février 2009 organisant le renforcement différencié du cadre du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux*

Art. 14. A l'article 13 du décret du 19 février 2009 organisant le renforcement différencié du cadre du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'article 13 est remplacé par la disposition suivante :

« Art.13. L'indice socio-économique d'un centre est calculé par l'Administration tous les cinq ans avant le 28 février, sur base du nombre d'élèves comptabilisés au 15 janvier de l'année scolaire précédente. »;

2° un deuxième alinéa, rédigé comme suit, est ajouté :

« Les centres sont classés selon l'ordre croissant de leur indice socio-économique. »;

3° un troisième alinéa, rédigé comme suit, est ajouté :

« A titre transitoire, le classement en vigueur au 1^{er} septembre 2013 reste valable jusqu'au 27 février 2017. ».

Art. 15. A l'article 16 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « les trente centres visés à l'alinéa précédent » sont remplacés par les termes « les trente centres bénéficiaires visés à l'article 15 »;

2° l'alinéa 6 est remplacé par la disposition suivante : « A titre transitoire, le choix de la fonction requise fixé au 1^{er} septembre 2013 est maintenu jusqu'au 31 août 2017. ».

Art. 16. A l'article 18 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « sur base du nombre d'élèves comptabilisés au 15 janvier de l'année scolaire précédente » sont supprimés;

2° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante : « La prochaine attribution de ces charges complémentaires portera sur la période allant du 1^{er} septembre 2017 au 31 août 2022. »;

3° un nouvel alinéa 3, rédigé comme suit, est inséré : « A titre transitoire, les charges complémentaires attribuées le 1^{er} septembre 2013 sont maintenues jusqu'au 31 août 2017. »;

4° à l'alinéa 3, qui devient l'alinéa 4, les termes « au plus tard pour le 31 janvier qui précède » sont remplacés par les termes « ainsi que des charges complémentaires qui leur seront attribuées, pour le 15 mars qui précède la période quinquennale visée ».

CHAPITRE XI. — *Dispositions modifiant le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité*

Art. 17. A l'article 8 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1bis est remplacé par ce qui suit :

« § 1bis. Pour la période du 1^{er} septembre 2016 au 30 juin 2017, les établissements rédigeront un avenant à leur PGAED, sur base d'un modèle fixé par le Gouvernement »;

2° au § 3, les mots « 30 juin 2017 » sont remplacés par les mots « 30 juin 2018 »;

3° au § 3, les mots « sixième et septième année » sont remplacés par les mots « septième et huitième année ».

Art. 18. A l'article 9, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes ont été apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par un 8° rédigé comme suit :

« 8° l'engagement ou la désignation, à titre temporaire et pour une durée déterminée, dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, pour une ou plusieurs implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié et avec mise à disposition spécifique pour cette ou ces implantations d'un ou de plusieurs membres du personnel enseignant d'un établissement d'enseignement artistique à horaire réduit, cet emploi étant converti en dotation de périodes, à raison de 24 périodes par charge complète »;

2° à l'alinéa 2, les termes « Dans les cas visés au 1° à 7° à l'alinéa précédent » sont remplacés par les termes « Dans les cas visés au 1° à 8° à l'alinéa précédent. »;

3° à l'alinéa 2, 4°, les mots « visés au 5° et au 7° » sont remplacés par les mots « visés aux 5°, 7° et 8° ».

Art. 19. A l'article 10, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est complété par un 5° rédigé comme suit :

« 5° l'engagement ou la désignation, à titre temporaire et pour une durée déterminée, dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, pour une ou plusieurs implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié et avec mise à disposition spécifique pour cette ou ces implantations d'un ou plusieurs membres du personnel enseignant d'un établissement d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, cet emploi étant converti en dotation de périodes, à raison de 24 périodes par charge complète »;

b) à l'alinéa 2, les termes « Dans les cas visés au 1° à 4° » sont remplacés par les termes « Dans les cas visés au 1° à 5° à l'alinéa précédent. »;

c) à l'alinéa 2, 4°, les mots « et au 5° » sont insérés entre les mots « au 4° » et les mots « du précédent alinéa ».

Art. 20. Dans le même décret, l'article 44bis est remplacé par :

« Article 44bis. Par dérogation à l'article 3, alinéa 1^{er}, à l'article 4, alinéas 1^{er}, 8 et 9, à l'article 5, à l'article 6, § 2, alinéa 3, et § 4, à l'article 7, § 2, alinéa 3, et § 4, à l'article 8, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 5, et § 2, alinéa 1^{er}, la période quinquennale ayant pris cours le 1^{er} septembre 2010 est prolongée jusqu'au 31 août 2017. ».

CHAPITRE XII. — *Dispositions modifiant le décret du 5 décembre 2013 modifiant les grilles-horaires dans la section de qualification de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et organisant les stages dans l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 et de forme 4*

Art. 21. Dans le décret du 5 décembre 2013 modifiant les grilles-horaires dans la section de qualification de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et organisant les stages dans l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 et de forme 4, tel que modifié par le décret du 4 décembre 2014, il est inséré un nouveau chapitre II intitulé « Dispositions transitoires », libellé comme suit :

« CHAPITRE II. — Dispositions transitoires

Article 17bis. A titre transitoire pour les années scolaires 2016-2017 et 2017-2018 et par dérogation aux dispositions fixées à l'article 40 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique libres subventionnés, il appartient aux pouvoirs organisateurs dont le titulaire d'une charge définitive de professeur de cours techniques et/ou de pratique professionnelle, engagé à titre définitif avant le 1^{er} septembre 2016, se retrouve en perte partielle de charge en raison de la mise en œuvre des grilles-horaires prévues par le présent décret, de lui proposer, si la réaffectation, remise au travail ou rappel provisoire en service n'est pas possible au sein du pouvoir organisateur, de rester à disposition de l'établissement dans lequel il enseigne, à concurrence du nombre de périodes perdues, pour exercer des tâches pédagogiques en lien avec la formation qualifiante et, le cas échéant, pour suivre une formation permettant une requalification, l'actualisation ou l'approfondissement des compétences professionnelles.

Il est loisible au professeur concerné de refuser cette proposition et d'être soumis à la réaffectation, la remise au travail ou le rappel provisoire en service en dehors de son pouvoir organisateur.

Le titulaire d'une charge définitive de professeur de cours techniques et/ou de pratique professionnelle, mis en disponibilité totale par défaut d'emploi en raison de la mise en œuvre des grilles-horaires prévues dans le présent décret, et qui ne peut être réaffecté, remis au travail ou rappelé provisoirement en service pour la totalité de sa charge, bénéficie, dans les mêmes conditions, de la dérogation visée aux alinéas précédents, jusqu'à concurrence du nombre de périodes pour lesquelles il reste en disponibilité ou perte partielle de charge.

Article 17ter. A titre transitoire pour les années scolaires 2016-2017 et 2017-2018 et par dérogation aux dispositions fixées à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique officiels subventionnés, il appartient aux pouvoirs organisateurs dont le titulaire d'une charge définitive de professeur de cours techniques et/ou de pratique professionnelle, engagé à titre définitif avant le 1^{er} septembre 2016, se retrouve en perte partielle de charge en raison de la mise en œuvre des grilles-horaires prévues par le présent décret, de lui proposer, si la réaffectation ou le rappel provisoire à l'activité n'est pas possible au sein du pouvoir organisateur, de rester à disposition de l'établissement dans lequel il enseigne, à concurrence du nombre de périodes perdues, pour exercer des tâches pédagogiques en lien avec la formation qualifiante et, le cas échéant, pour suivre une formation permettant une requalification, l'actualisation ou l'approfondissement des compétences professionnelles.

Il est loisible au professeur concerné de refuser cette proposition et d'être soumis à la réaffectation ou le rappel provisoire à l'activité en dehors de son pouvoir organisateur.

Le titulaire d'une charge définitive de professeur de cours techniques et/ou de pratique professionnelle, mis en disponibilité totale par défaut d'emploi en raison de la mise en œuvre des grilles-horaires prévues dans le présent décret, et qui ne peut être réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité pour la totalité de sa charge, bénéficie, dans les mêmes conditions, de la dérogation visée aux alinéas précédents, jusqu'à concurrence du nombre de périodes pour lesquelles il reste en disponibilité ou perte partielle de charge.

Article 17quater. A titre transitoire pour les années scolaires 2016-2017 et 2017-2018 et par dérogation aux dispositions fixées aux articles 45 et 167 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements et à l'article 3ter de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, il appartient aux chefs d'établissements d'enseignement secondaire ordinaire dont le titulaire d'une charge définitive de professeur de cours techniques et/ou de pratique professionnelle, engagé à titre définitif avant le 1^{er} septembre 2016, se retrouve en perte partielle de charge en raison de la mise en œuvre des grilles-horaires prévues par le présent décret, de lui proposer, avant tout processus de complément de charge, de complément de prestations et de complément d'attributions, de rester à disposition de l'établissement dans lequel il enseigne, à concurrence du nombre de périodes perdues, pour exercer des tâches pédagogiques en lien avec la formation qualifiante et, le cas échéant, pour suivre une formation permettant une requalification, l'actualisation ou l'approfondissement des compétences professionnelles.

Il est loisible à chaque au professeur concerné de refuser cette proposition et d'obtenir un complément de charge, un complément de prestations ou un complément d'attributions dans un autre établissement.

Le titulaire d'une charge définitive de professeur de cours techniques et/ou de pratique professionnelle, mis en disponibilité par défaut d'emploi en raison de la mise en œuvre des grilles-horaires prévues dans le présent décret, et qui ne peut être réaffecté totalement, peut également, à la demande du chef de l'établissement dans lequel il exerçait ses fonctions et à concurrence du nombre d'heures pour lesquelles il n'a pu être réaffecté, être rappelé provisoirement à l'activité de service dans cet établissement pour exercer des tâches pédagogiques en lien avec la formation qualifiante et, le cas échéant, pour suivre une formation permettant une requalification, l'actualisation ou l'approfondissement des compétences professionnelles.

Ce rappel provisoire à l'activité de service s'exerce sans préjudice d'un éventuel rappel à l'activité de service tel que prévu à l'article 167, § 2 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité ».

Article 17quinquies. Le Ministre de l'enseignement fixe la liste des tâches pédagogiques ainsi que les types de formation et les modalités afférentes à celles-ci, visées aux articles 17bis, alinéa 2 à 17quater, alinéa 2, et 17quater, alinéa 4, sur proposition d'un groupe de travail composé de représentants du Ministre de l'enseignement, des services du Gouvernement, des organisations syndicales et des fédérations de pouvoirs organisateurs. »

Art. 22. Le chapitre II du même décret du 5 décembre 2013, tel que modifié par le décret du 4 décembre 2014, en devient le chapitre III.

Art. 23. A l'article 18 du décret du 5 décembre 2013 modifiant les grilles-horaires dans la section de qualification de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et organisant les stages dans l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 et de forme 4 les modifications suivantes sont apportées :

- à l'alinéa 1^{er}, les termes « de l'enseignement secondaire de qualification technique et artistique » sont remplacés par les termes « de l'enseignement secondaire technique et artistique de qualification », les termes « les troisième, cinquième et septième années » sont supprimés et les termes « et artistique » sont ajoutés entre les termes « de l'enseignement secondaire technique » et les termes « de qualification »;

- l'alinéa 1^{er} est complété par les termes suivants : « Ils entrent en vigueur au plus tard le 1^{er} septembre 2017 pour ce qui concerne la 7^e année de l'enseignement secondaire professionnel ».

- à l'alinéa 2, les termes « de l'enseignement secondaire de qualification technique et scientifique » sont remplacés par les termes « de l'enseignement secondaire technique et artistique de qualification », les termes « les troisième, cinquième et septième années » sont supprimés et les termes « de l'enseignement secondaire de qualification technique et artistique » sont remplacés par les termes « de l'enseignement secondaire technique et artistique de qualification »;

- l'alinéa 2 est complété par les termes suivants : « Ils peuvent maintenir le régime actuel des grilles-horaires pendant l'année scolaire 2017-2018 pour ce qui concerne la 7^{ème} année de l'enseignement secondaire professionnel ».

CHAPITRE XIII. — *Dispositions modifiant le décret du 11 avril 2014 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant et fixant l'organisation des centres de technologies avancées*

Art. 24. Au § 1^{er} de l'article 7 du décret du 11 avril 2014 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant et fixant l'organisation des centres de technologies avancées, le terme « 13 » est remplacé par le terme « 10 ».

Art. 25. A la fin du second alinéa de l'article 8 du même décret, il est inséré le texte suivant :

« Cette ASBL peut également acquérir des équipements neufs à destination des établissements d'enseignement qualifiant et de promotion sociale. ».

CHAPITRE XIV. — *Dispositions modifiant le décret du 4 décembre 2014 portant confirmation des compétences terminales et savoirs communs requis à l'issue de la section de transition des humanités générales et technologiques en éducation scientifique et des compétences minimales en mathématiques à l'issue de la section de qualification lorsque l'apprentissage des mathématiques figure au programme d'études*

Art. 26. Dans le décret du 4 décembre 2014 portant confirmation des compétences terminales et savoirs communs requis à l'issue de la section de transition des humanités générales et technologiques en éducation scientifique et des compétences minimales en mathématiques à l'issue de la section de qualification lorsque l'apprentissage des mathématiques figure au programme d'études, le dernier alinéa de la page 6 de l'annexe II, intitulée « Compétences minimales en mathématiques à l'issue de la section de qualification », est remplacé par l'alinéa suivant :

« La formation en mathématiques peut également être portée, par décision d'un Pouvoir organisateur, à 4 périodes hebdomadaires pour d'autres options de base groupées que celles rendues obligatoires par arrêté du Gouvernement. Dans cette situation, le programme proposé par le Pouvoir organisateur intègre, sur la base du référentiel correspondant, les UAA actives dans la formation qualifiante ainsi que les UAA liées aux spécificités de l'option de base groupée, et les obligations associées en matière d'évaluation ».

CHAPITRE XV. — *Entrée en vigueur*

Art. 27. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* excepté l'article 10 qui produit ses effets au 1^{er} décembre 2015 et l'article 8 qui produit ses effets au 1^{er} septembre 2015.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 juillet 2016.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
Mme A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
Mme M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Egalité des chances,
Mme I. SIMONIS

—
Note

(1) *Session 2015-2016.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 310-1. – Amendements en commission, n° 310-2. — Rapport, n° 310-3.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 13 juillet 2016.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29339]

13 JULI 2016. — Decreet houdende verschillende bepalingen inzake onderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving*

Artikel 1. In de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, in artikel 24, § 2^{ter}, eerste lid, worden de woorden “of van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan “ ingevoegd tussen de woorden “het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs” en de woorden “richt de Regering”.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs*

Art. 2. In artikel 7^{bis}, § 12, vierde lid, van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, wordt de volgende zin toegevoegd : “Daartoe mag zij afwijken van de bepalingen van het tweede lid”.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs*

Art. 3. In het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, wordt een artikel 64^{quinquies} toegevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 64^{quinquies}. Het kwalificatieattest van het zevende leerjaar “assistent voor de beroepen inzake preventie en veiligheid”, uitgereikt gedurende de schooljaren 2009-2010 tot 2013-2014 is gelijkwaardig met het kwalificatiegetuigschrift van het zevende leerjaar technisch onderwijs “assistent voor de beroepen inzake preventie en veiligheid”, vergezeld van het studiegetuigschrift van het 7^e leerjaar van het technisch kwalificatieonderwijs.”.

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 juli 1991 betreffende de voortgezette opleiding voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen*

Art. 4. Het decreet van 3 juli 1991 betreffende de voortgezette opleiding voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen wordt opgeheven.

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen betreffende het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan*

Art. 5. In het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, wordt een artikel 16^{quater} ingevoegd, luidend als volgt :

“Vanaf 1 september, kent de Regering, met naleving van de in het tweede lid van deze bepaling opgesomde voorwaarden, bijkomende lestijden toe aan inrichtingen die één of meer bijkomende klassen in het eerste gemeenschappelijke jaar of in het eerste gedifferentieerde jaar oprichten, op grond van beschikbare lokalen in één van haar vestigingen, in de zones of zonegedeelten bedoeld in artikel 6, § 2, of, in uitzonderlijke omstandigheden in verband met de bouw van klassen of een plotselinge toestroming van leerlingen.

Vanaf 1 september kan een inrichting voor gewoon secundair onderwijs 30 bijkomende lestijden/leraar toegekend krijgen per schijf van 22 bijkomende leerlingen in het eerste gemeenschappelijke leerjaar vergeleken met de telling van 15 januari van hetzelfde jaar in dezelfde vestiging, voor zover de volgende cumulatieve voorwaarden vervuld zijn :

- voor het eerste gemeenschappelijke leerjaar, de netoverschrijdende inschrijvingscommissie, ingesteld bij artikel 79/28 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, voor de derde werkdag na 15 augustus van het voorafgaande jaar, hebben meegedeeld dat minstens 22 bijkomende plaatsen in het eerste gemeenschappelijke leerjaar in een vestiging worden geopend vergeleken met de aangifte die voor 31 januari van het voorafgaande leerjaar werd ingevoerd.

- in de betrokken vestiging(en), op de datum van 1 september van het lopende schooljaar, in het eerste gemeenschappelijke leerjaar, minstens 22 bijkomende leerlingen tellen vergeleken met het aantal regelmatige leerlingen die op 15 januari van het voorafgaande schooljaar ingeschreven waren in het eerste gemeenschappelijke leerjaar, na aftrek van het aantal leerlingen die door de netoverschrijdende inschrijvingscommissie werden opgelegd (bevel) op de eerste maandag volgend op het begin van het schooljaar van het voorafgaande schooljaar.

- een bijkomende klasse werkelijk organiseren, die als zodanig wordt erkend, vergeleken met het aantal klassen georganiseerd op 15 januari van het voorafgaande schooljaar.

- de verhoging vloeit niet voort uit een herstructurering met een andere inrichting.

Vanaf 1 september kan een inrichting voor gewoon secundair onderwijs 30 bijkomende lestijden/leraar toegekend krijgen per schijf van 12 bijkomende leerlingen in het eerste gedifferentieerde leerjaar vergeleken met de telling van 15 januari van hetzelfde jaar in dezelfde vestiging, voor zover de volgende cumulatieve voorwaarden vervuld zijn :

- in de betrokken vestiging (en), op de datum van 1 september van het lopende schooljaar, in het eerste gedifferentieerde leerjaar, minstens 12 bijkomende leerlingen tellen,

- een bijkomende klasse werkelijk organiseren, die als zodanig wordt erkend, vergeleken met het aantal klassen georganiseerd op 15 januari van het voorafgaande schooljaar.

- de verhoging vloeit niet voort uit een herstructurering met een andere inrichting.

De lestijden die werden toegekend met toepassing van het eerste lid en het tweede lid worden niet meer toegekend als er op 1 oktober van het lopende schooljaar een nieuwe telling wordt uitgevoerd.

De aanvraag om die 30 bijkomende lestijden/leraar te genieten, moet worden ingediend bij de diensten van de Regering vóór de vijfde schoolwerkdag van de maand september.”.

Art. 6. In artikel 21^{quater} van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, wordt het tweede lid aangevuld met een zin, luidend als volgt :

“Ze kunnen op 1 september van een schooljaar opnieuw worden geopend, indien de oprichtingsnorm op 15 januari van dat jaar opnieuw bereikt is.”.

Art. 7. In artikel 21^{quinquies}, in paragraaf 2, wordt het 5^e lid van hetzelfde decreet vervangen door de volgende tekst : “In elke inrichting kunnen een betrekking van werkmeester en een betrekking van werkplaatsleider worden behouden gedurende twee opeenvolgende schooljaren onder de behoudnorm. Na die periode van twee jaar, wordt de betrekking afgeschaft. Ze kan op 1 september van een schooljaar opnieuw worden geopend, indien de oprichtingsnorm op 15 januari van dat jaar opnieuw kan wordt bereikt.”.

Art. 8. Artikel 23^{bis}, § 4, 3^o, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“3^o wanneer de overschrijding, in het tweede gemeenschappelijke jaar, van de in § 1, eerste lid, a) vastgestelde norm, een gevolg is van de afwijking die in het eerste gemeenschappelijke leerjaar toegekend wordt in de in 1^o en 2^o bedoelde gevallen. Die afwijking wordt enkel toegekend voor zover het aantal klassen van het tweede jaar van het schooljaar waarvoor de automatische afwijking wordt toegekend, gelijk is aan het aantal klassen van het eerste leerjaar van het voorafgaande schooljaar;”

HOOFDSTUK VI. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 14 maart 1995 betreffende de verbetering van de slaagkansen in het basisonderwijs*

Art. 9. In het decreet van 14 maart 1995 betreffende de verbetering van de slaagkansen in het basisonderwijs, in artikel 22, eerste lid, wordt een vierde streepje ingevoegd, luidend als volgt :

“- de Regering een advies uitbrengen over de oprichting of de subsidiëring van een nieuwe inrichting voor gewoon kleuter-, lager of basisonderwijs.”

HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren*

Art. 10. In artikel 79/21, § 4, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, worden de woorden “tot de laatste dag van de maand augustus” vervangen door de woorden “tot en met de achtste dag voorafgaand aan het einde van de maand augustus”.

HOOFDSTUK VIII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs*

Art. 11. In het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, in artikel 55^{bis}, § 12, vierde lid, worden de volgende woorden toegevoegd “Daartoe mag zij afwijken van de bepalingen van het tweede lid.”

Art. 12. In het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, in artikel 169, wordt een 9^o ingevoegd, luidend als volgt :

“9^o “- de Regering een advies uitbrengen over de oprichting of de subsidiëring van een nieuwe inrichting voor gespecialiseerd kleuter-, lager of basisonderwijs.”

HOOFDSTUK IX. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 1 februari 2008 tot regeling van de organisatie en de werking van de instanties belast met de coördinatie en het beheer van de steun uit de Structuurfondsen die de Europese Unie ter beschikking stelt van het alternerend secundair onderwijs, het technisch secundair en beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan, het gespecialiseerd secundair onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het hoger onderwijs*

Art. 13. Artikel 11 van het decreet van 1 februari 2008 tot regeling van de organisatie en de werking van de instanties belast met de coördinatie en het beheer van de steun uit de Structuurfondsen die de Europese Unie ter beschikking stelt van het alternerend secundair onderwijs, het technisch secundair en beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan, het gespecialiseerd secundair onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het hoger onderwijs, wordt vervangen door een artikel 11, luidend als volgt :

“Artikel 11. § 1. De bedragen die door de Europese Commissie op grond van de aanvragen om bijstand worden bepaald, worden, na aftrek van de bedragen die, bij het opmaken van de begroting, bestemd zijn voor de werkingskosten van het coördinatie- en beheerscentrum, met inbegrip van de wedden, reiskosten en verblijfsvergoedingen van de opdrachthouders en het contractueel personeel van het coördinatie- en beheerscentrum, bestemd voor de projecten zoals goedgekeurd door de regeringen en de beheersoverheid.

§ 2. De verdeling van de beschikbare bedragen geschiedt volgens de door de Regering te bepalen regels. Wat betreft de globale actieprojecten die personeelskosten of werkingskosten veroorzaken ten laste van de schoolinrichtingen, geschiedt de verdeling ofwel na een oproep tot projecten ofwel naar rata van het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen, dat op 15 januari van het vorige jaar gecontroleerd werd, in de vormen en filières bedoeld bij genoemde projecten.

§ 3. Wat de projecten betreffende de vorming gedurende de loopbaan betreft, geschiedt de verdeling als volgt :

- de middelen die worden voorbehouden voor de CTA-opleiders (CTA = centrum voor geavanceerde technologie) worden vooraf uitgetrokken op de beschikbare begroting. Die worden berekend op grond van een vast bedrag voor elk centrum voor geavanceerde technologie (CTA) dat door de Regering wordt vastgesteld, en worden toegekend aan de opleidingsoperatoren die door de netten worden georganiseerd in verhouding tot het aantal CTA's die ze beheren. Voor zover elk CTA zijn voltijds equivalent opleider heeft kunnen krijgen, kunnen de bedragen die door de opleidingsoperator van het net niet worden uitgegeven, worden overgedragen naar de opleidingen van het net die het organiseert. Wanneer het voltijds equivalent niet wordt bereikt, wordt het niet aangewende deel van het vast bedrag verdeeld over de twee andere operatoren in verhouding tot de hieronder bepaalde verdeelsleutels;

- nadat de voor de CTA's bestemde middelen uitgetrokken zijn, wordt de overblijvende begroting verdeeld over de operatoren als volgt :

o 40 % van de Europese middelen die overblijven voor de netoverschrijdende opleidingen die door het Instituut voor de Opleidingen gedurende de loopbaan worden georganiseerd,

o 60 % van de Europese middelen die overblijven voor de opleidingen die door de onderwijsnetten worden georganiseerd. De middelen die worden bestemd voor de door de onderwijsnetten georganiseerde opleidingen worden op gelijke wijze verdeeld over de operatoren voor de opleidingen gedurende de loopbaan van het confessioneel onderwijs en de operatoren voor de opleidingen gedurende de loopbaan van het niet confessioneel onderwijs.

Wanneer een operator voor de opleidingen gedurende de loopbaan niet het geheel van de middelen die hem worden toegekend, aanwendt, worden de niet aangewende middelen over de andere operatoren voor de opleidingen gedurende de loopbaan verdeeld in verhouding tot de vooraf bepaalde verdeelsleutels.

HOOFDSTUK X. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 19 februari 2009 tot organisatie van de gedifferentieerde versterking van de technische personeelsformatie van de psycho-medisch-sociale centra

Art. 14. Artikel 13 van het decreet van 19 februari 2009 tot organisatie van de gedifferentieerde versterking van de technische personeelsformatie van de psycho-medisch-sociale centra wordt gewijzigd als volgt :

1° artikel 13 wordt vervangen als volgt :

“Art. 13. De sociaal-economische index van een centrum wordt berekend door het Bestuur om de vijf jaar vóór 28 februari, op grond van het aantal leerlingen die op 15 januari van het vorige schooljaar werden opgeteld.”;

2° er wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

“De centra worden in opgaande volgorde van hun sociaal-economische index gerangschikt”;

3° er wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

“Bij wijze van overgangsmaatregel, blijft de op 1 september 2013 geldende rangschikking geldig tot 27 februari 2017.”.

Art. 15. Artikel 16 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid, worden de woorden “De dertig centra bedoeld in vorig lid” vervangen door de woorden “De dertig begunstigde centra bedoeld in artikel 15”;

2° het zesde lid wordt vervangen als volgt : “Bij wijze van overgangsmaatregel, wordt de keuze van het vereiste ambt, op 1 september 2013 vastgesteld, tot 31 augustus 2017 behouden.”.

Art. 16. Artikel 18 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid worden de woorden “op basis van het aantal leerlingen geteld op 15 januari van het voorafgaande schooljaar” geschrapt;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt : “De volgende toekenning van die aanvullende opdrachten zal betrekking hebben op de periode van 1 september 2017 tot 31 augustus 2022.”;

3° er wordt een nieuw derde lid ingevoegd, luidend als volgt : “Bij wijze van overgangsmaatregel worden de bijkomende opdrachten die op 1 september 2013 worden toegekend, tot 31 augustus 2017 behouden.”;

4° in het derde lid, dat het vierde lid wordt, worden de woorden “ten laatste tegen 31 januari die voorafgaat” vervangen door de woorden “en over de aanvullende opdrachten die ze worden toegekend, voor 15 maart voorafgaand aan de bedoelde vijftienjarige periode”.

HOOFDSTUK XI. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving

Art. 17. Artikel 8 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving wordt gewijzigd als volgt :

1° paragraaf 1bis wordt vervangen als volgt :

“§ 1bis. Voor de periode van 1 september 2016 tot 30 juni 2017 zullen de inrichtingen een aanhangsel bij hun PGAED (Algemeen Actieproject voor de gedifferentieerde omkadering), op grond van een door de Regering vastgesteld model opstellen”;

2° in § 3, worden de woorden “30 juni 2017” vervangen door de woorden “30 juni 2018”;

3° in § 3, worden de woorden “zesde en zevende leerjaar” vervangen door de woorden “zevende en achtste leerjaar”.

Art. 18. Artikel 9, § 1, van hetzelfde decreet, wordt gewijzigd als volgt :

1° “het eerste lid wordt aangevuld met een 8°, luidend als volgt :

“8° de aanwerving of de aanstelling, in tijdelijk verband en voor een bepaalde duur, in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, voor één of meer vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten en met een specifieke terbeschikkingstelling voor deze vestiging(en), van één of meer leden van het onderwijzend personeel van een inrichting voor kunstonderwijs met beperkt leerplan, waarbij deze betrekking in een leestijdendotatie wordt omgezet, naar rata van 24 leestijden per volledige opdracht”;

2° in het tweede lid worden de woorden “In de gevallen bedoeld in 1° tot 7°, in het vorige lid” vervangen door de woorden “In de gevallen bedoeld in 1° tot 8°, in het vorige lid”;

3° in het tweede lid, 4°, worden de woorden "bedoeld in 5° en 7° van het vorige lid" vervangen door de woorden "bedoeld in 5°, 7° en 8°".

Art. 19. Artikel 10, § 1, van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

a) het eerste lid wordt aangevuld met een 5°, luidend als volgt :

"5° de aanwerving of de aanstelling, in tijdelijk verband en voor een bepaalde duur, in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, voor één of meer vestigingen die de gedifferentieerde omkadering genieten en met een specifieke terbeschikkingstelling, voor deze vestiging(en), van één of meer leden van het onderwijzend personeel van een inrichting voor kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, waarbij deze betrekking in een lestijndotatie wordt omgezet, naar rata van 24 lestijden per volledige opdracht";

b) in het tweede lid, worden de woorden "In de gevallen bedoeld in 1° tot 4°" vervangen door de woorden "in de gevallen bedoeld in 1° tot 5° in het vorige lid.";

c) in het tweede lid, 4°, worden de woorden "en in 5°" ingevoegd tussen de woorden "in 4°" en de woorden "van het vorige lid".

Art. 20. In hetzelfde decreet wordt artikel 44*bis* vervangen als volgt :

"Artikel 44*bis*. In afwijking van artikel 3, eerste lid, artikel 4, eerste, achtste en negende lid, artikel 5, artikel 6, § 2, derde lid en § 4, artikel 7, § 2, derde lid en § 4, artikel 8, § 1, eerste en vijfde lid en § 2, eerste lid, wordt de vijfjarenperiode die op 1 september 2010 een aanvang had genomen tot 31 augustus 2017 verlengd."

HOOFDSTUK XII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 5 december 2013 tot wijziging van de lesroosters in de kwalificatieafdeling van het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan en houdende organisatie van stages in het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan en in het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3 en vorm 4*

Art. 21. In het decreet van 5 december 2013 tot wijziging van de lesroosters in de kwalificatieafdeling van het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan en houdende organisatie van stages in het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan en in het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3 en vorm 4, zoals gewijzigd bij het decreet van 4 december 2014, wordt een nieuw hoofdstuk II ingevoegd, luidend als volgt : "Overgangsbepalingen", luidend als volgt :

"HOOFDSTUK II. — Overgangsbepalingen

Artikel 17*bis*. Bij wijze van overgangsmaatregel voor de schooljaren 2016-2017 en 2017-2018 en in afwijking van de bepalingen van artikel 40 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs, komt het de inrichtende macht toe waarvan de titularis van een definitieve opdracht van leraar technische vakken en/of praktijkleraar, vóór 1 september 2016 in vast verband aangeworven, een gedeeltelijk opdrachtverlies ondergaat ten gevolge van de invoering van de uurroosters bedoeld bij dit decreet, hem voor te stellen, indien de reffectatie, wedertewerkstelling of voorlopige terugroeping in dienst niet mogelijk is binnen de inrichtende macht, ter beschikking van de inrichting te blijven waarin hij les geeft, in verhouding tot het aantal verloren lestijden, om pedagogische taken in verband met de kwalificatieopleiding uit te oefenen en, in voorkomend geval, om een opleiding te volgen om zijn beroepsbekwaamheid een nieuwe kwalificatie te geven en om die bij te werken of te verbeteren.

De betrokken leraar is vrij dat voorstel te weigeren en een reffectatie, een wedertewerkstelling of een voorlopige terugroeping in dienst buiten zijn inrichtende macht te genieten.

De titularis van een definitieve opdracht van leraar technische vakken en/of praktijkleraar, totaal ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking ten gevolge van de invoering van de uurroosters bedoeld bij dit decreet, en die niet gereffecteerd of weder tewerkgesteld kan worden of niet voorlopig in dienst kan worden teruggeroepen voor zijn gehele opdracht, geniet, onder dezelfde voorwaarden, de in de vorige leden bedoelde afwijking, in verhouding tot het aantal lestijden waarvoor hij ter beschikking gesteld blijft of een gedeeltelijk opdrachtverlies ondergaat.

Artikel 17*ter*. Bij wijze van overgangsmaatregel voor de schooljaren 2016-2017 en 2017-2018 en in afwijking van de bepalingen van artikel 12 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd officieel gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs, komt het de inrichtende macht toe waarvan de titularis van een definitieve opdracht van leraar technische vakken en/of praktijkleraar, vóór 1 september 2016 in vast verband aangeworven, een gedeeltelijk opdrachtverlies ondergaat ten gevolge van de invoering van de uurroosters bedoeld bij dit decreet, hem voor te stellen, indien de reffectatie of de voorlopige terugroeping in dienst niet mogelijk is binnen de inrichtende macht, ter beschikking van de inrichting te blijven waarin hij les geeft, in verhouding tot het aantal verloren lestijden, om pedagogische taken in verband met de kwalificatieopleiding te volgen en, in voorkomend geval, om een opleiding te volgen om zijn beroepsbekwaamheid een nieuwe kwalificatie te geven en om die bij te werken of te verbeteren.

De betrokken leraar is vrij dat voorstel te weigeren en een reffectatie of een voorlopige terugroeping in dienst buiten zijn inrichtende macht te genieten.

De titularis van een definitieve opdracht van leraar technische vakken en/of praktijkleraar, totaal ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking ten gevolge van de invoering van de uurroosters bedoeld bij dit decreet, en die niet gereffecteerd kan worden of niet voorlopig in dienst kan worden teruggeroepen voor zijn gehele opdracht, geniet, onder dezelfde voorwaarden, de in de vorige leden bedoelde afwijking, in verhouding tot het aantal lestijden waarvoor hij ter beschikking gesteld blijft of een gedeeltelijk opdrachtverlies ondergaat.

Artikel 17*quater*. Bij wijze van overgangsmaatregel voor de schooljaren 2016-2017 en 2017-2018 en in afwijking van de bepalingen van de artikelen 45 en 167 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, en van artikel 3 ter van het koninklijk besluit van 18 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, komt het een hoofd van een inrichting voor gewoon secundair onderwijs toe waarvan de titularis van een definitieve opdracht van leraar technische vakken en/of praktijkleraar, vóór

1 september 2016 in vast verband aangeworven, een gedeeltelijk opdrachtverlies ondergaat ten gevolge van de invoering van de uurroosters bedoeld bij dit decreet, hem voor te stellen, vóór elk proces van aanvullende opdracht, aanvullende prestaties en aanvullende bevoegdheden, ter beschikking van de inrichting te blijven waarin hij les geeft, in verhouding tot het aantal verloren lestijden, om pedagogische taken in verband met de kwalificatieopleiding uit te oefenen en, in voorkomend geval, om een opleiding te volgen om zijn beroepsbekwaamheid een nieuwe kwalificatie te geven en om die bij te werken of te verbeteren.

De betrokken leraar is vrij dat voorstel te weigeren en een aanvullende opdracht, aanvullende prestaties en aanvullende bevoegdheden in een andere inrichting te genieten.

De titularis van een definitieve opdracht van leraar technische vakken en/of praktijkleraar, ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking ten gevolge van de invoering van de uurroosters bedoeld bij dit decreet, en die niet totaal gereffecteerd kan worden, kan ook, op aanvraag van het hoofd van de inrichting waarin hij zijn ambt uitoefende en in verhouding tot het aantal lestijden waarvoor hij niet kon worden gereffecteerd, voorlopig in dienst worden teruggeroepen in die inrichting, om pedagogische taken uit te oefenen in verband met de kwalificatieopleiding en, in voorkomend geval, om een opleiding te volgen om zijn beroepsbekwaamheid een nieuwe kwalificatie te geven en om die bij te werken of te verbeteren.

Die voorlopige terugroeping in dienst wordt verricht onverminderd een eventuele terugroeping in dienst zoals bepaald in artikel 167, § 2, van het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969".

Artikel 17*quinquies*. De Minister van onderwijs stelt de lijst van de pedagogische taken en de opleidingstypen met de nadere regels hiervoor, bedoeld in de artikelen 17*bis*, tweede lid, tot 17*quater*, tweede lid, en 17*quater*, vierde lid, vast, op de voordracht van een werkgroep, samengesteld uit vertegenwoordigers van de Minister van onderwijs, van de diensten van de Regering, van de vakorganisaties en van de federaties van inrichtende machten.

Art. 22. Hoofdstuk II van hetzelfde decreet van 5 december 2013, zoals gewijzigd bij het decreet van 4 december 2014, wordt hoofdstuk III.

Art. 23. Artikel 18 van het decreet van 5 december 2013 tot wijziging van de lesroosters in de kwalificatieafdeling van het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan en houdende organisatie van stages in het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan en in het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3 en vorm 4 wordt gewijzigd als volgt :

- in het eerste lid worden de Franse woorden "de l'enseignement secondaire de qualification technique et artistique" vervangen door de woorden "de l'enseignement secondaire technique et artistique de qualification », worden de woorden « het derde, vijfde en zevende jaar" geschrapt en worden de woorden "het technisch secundair kwalificatieonderwijs" vervangen door de woorden "het technisch en kunstsecundair kwalificatieonderwijs";

- het eerste lid wordt aangevuld met de volgende woorden : "Ze treden uiterlijk op 1 september 2017 in werking voor het 7e leerjaar van het beroepssecundair onderwijs".

- in het tweede lid worden de woorden "van het technisch en wetenschappelijk kwalificatiesecundair onderwijs" vervangen door de woorden "van het technisch en kunstsecundair kwalificatieonderwijs", worden de woorden "het derde, vijfde en zevende jaar" geschrapt, en worden de Franse woorden "de l'enseignement secondaire de qualification technique et artistique" vervangen door de woorden "de l'enseignement secondaire technique et artistique de qualification »;

- het tweede lid wordt aangevuld met de volgende woorden : "Ze kunnen het huidige systeem van de uurroosters tijdens het schooljaar 2017-2018 behouden voor wat het zevende leerjaar van het beroepssecundair onderwijs betreft".

HOOFDSTUK XIII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 11 april 2014 waarbij de pedagogische uitrusting van het kwalificerend onderwijs wordt gewaarborgd en tot organisatie van de centra voor geavanceerde technologie*

Art. 24. In § 1 van artikel 7 van het decreet van 11 april 2014 waarbij de pedagogische uitrusting van het kwalificerend onderwijs wordt gewaarborgd en tot organisatie van de centra voor geavanceerde technologie, wordt het woord "13" vervangen door het woord "10".

Art. 25. Op het einde van het tweede lid van artikel 8 van hetzelfde decreet, wordt de volgende tekst ingevoegd :

"Die VZW kan ook nieuwe uitrustingen krijgen voor de inrichtingen voor kwalificatieonderwijs en voor onderwijs voor sociale promotie."

HOOFDSTUK XIV. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 4 december 2014 tot bevestiging van de gemeenschappelijke eindcompetenties en de kennis vereist op het einde van de doorstromingsafdeling van de algemene en technologische humaniora in wetenschappelijke opvoeding en van de minimale competenties in wiskunde op het einde van de kwalificatie-afdeling indien het aanleren van wiskunde in het studieprogramma voorkomt*

Art. 26. In het decreet van 4 december 2014 tot bevestiging van de gemeenschappelijke eindcompetenties en de kennis vereist op het einde van de doorstromingsafdeling van de algemene en technologische humaniora in wetenschappelijke opvoeding en van de minimale competenties in wiskunde op het einde van de kwalificatie-afdeling indien het aanleren van wiskunde in het studieprogramma voorkomt, wordt het laatste lid van bladzijde 6 van bijlage II, met als opschrift "Minimale competenties in de wiskunde op het einde van de kwalificatie-afdeling", vervangen als volgt :

"Bij beslissing van een inrichtende macht kan de opleiding in de wiskunde ook op 4 wekelijkse lestijden worden gebracht voor andere gegroepeerde basisopties dan deze die bij besluit van de Regering verbindend werden verklaard. In die toestand neemt het door de inrichtende macht voorgestelde programma, op grond van het overeenstemmende referentiessysteem, de eenheden van leerresultaten die werkzaam zijn in het kwalificatieonderwijs en de eenheden van leerresultaten in verband met de kenmerken van de gegroepeerde basisoptie, en de daarmee gepaard gaande verplichtingen inzake evaluatie, over."

HOOFDSTUK XV. — *Inwerkingtreding*

Art. 27. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 10, dat uitwerking heeft met ingang van 1 december 2015, en artikel 8, dat uitwerking heeft met ingang van 1 september 2015.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 juli 2016.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,
Mevr. A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
Mevr. M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
Mevr. I. SIMONIS

—
Nota

(1) *Zitting 2015-2016.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 310-1. — Commissieamendementen, nr. 310-2. — Verslag, nr. 310-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 13 juli 2016.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/203977]

21 JUILLET 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles international

Le Gouvernement wallon,

Vu l'accord de coopération du 20 mars 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, l'article 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles international;

Vu l'avis du Comité de direction de Wallonie-Bruxelles international, donné le 8 mars 2016;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 avril 2016;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 21 avril 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 avril 2016;

Vu le rapport du 21 avril 2016 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu le protocole de négociation n° 702 du Comité de secteur XVI, établi le 27 mai 2016;

Vu l'avis 59.579/4 du Conseil d'État donné le 6 juillet 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le décret du 8 mai 2008 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales Wallonie-Bruxelles, fait le 20 mars 2008;

Considérant le décret du 8 mai 2008 portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française, à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales Wallonie-Bruxelles, fait le 20 mars 2008;

Sur la proposition du Ministre-Président et du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans les articles 277 et 294 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles international, les mots « plan opérationnel » sont chaque fois remplacés par les mots « contrat d'administration ».

Dans le livre II, titre II, chapitre II, section 5, du même arrêté, les mots « plan opérationnel » sont remplacés par les mots « contrat d'administration ».